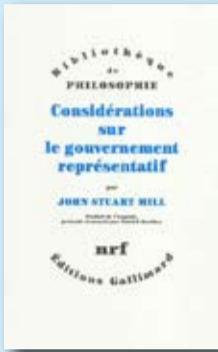


éditoriaux & opinions

EN BREF

À LA RECHERCHE DU FONCTIONNEMENT D'UNE DÉMOCRATIE

En 1861, l'auteur de « L'utilitarisme » et « De la liberté » s'interroge sur la meilleure forme de gouvernement pour représenter le peuple. Ses « Considérations sur le gouvernement représentatif » frappent par leur actualité quant aux racines mêmes de la démocratie. John Stuart Mill, qui fut aussi élu et haut fonctionnaire, cherche une voie entre une « démocratie radicale » découlant de la participation populaire et celle conduite par la compétence et la connaissance d'élus et d'experts œuvrant au bien du peuple. Stuart Mill se méfie en effet du pouvoir dictatorial que peuvent imposer les majorités sur les minorités. À cet équilibre aporétique, Stuart Mill s'efforce en bon utilitariste de fournir des solutions pratiques à travers une réflexion sur le rôle central du vote comme moyen de représentation dans un régime démocratique. **R. JU.**



« *Considérations sur le gouvernement représentatif* », par John Stuart Mill. Éditions Gallimard (312 pages, 24,90 euros).

LES TRIBULATIONS DU « LAISSEZ-FAIRE »

Le « néolibéralisme » n'est pas un spectre, il a bien une histoire. Il naît en 1938, les 26 et 30 août à Paris, lors d'un colloque dit Walter Lippman (auteur d'un essai remarqué, « la Cité libre »), qui réunit 26 économistes. Ils vont discuter de la refondation d'un libéralisme capable de répondre aux problèmes de l'époque : la montée du nazisme et du « collectivisme ». On trouve là Raymond Aron, Friedrich Hayek, Ludwig von Mises ou encore Jacques Rueff. En fait, cette « internationale » libérale, qui se poursuivra à travers la création de La Société du Mont-Pèlerin en 1947, va œuvrer à réhabiliter la politique du « laissez-faire » du XVIII^e siècle, qui trouvera son apogée avec Margaret Thatcher et Ronald Reagan. On doit à un jeune chercheur, Serge Audier, la réédition des actes de ce colloque fondateur, qu'il accompagne d'une substantielle introduction critique. **R. JU.**



« *Aux origines du néolibéralisme. Le colloque Lippmann* », par Serge Audier. Éditions Le Bord de l'eau (350 pages, 18 euros).

UN SOCIALISME D'INSPIRATION LIBÉRALE À (RE)DÉCOUVRIR

On doit aussi à l'infatigable Serge Audier la traduction accompagnée du classique, mais méconnu et singulièrement actuel, « Socialisme libéral » de Carlo Rosselli (1899-1937), rédigé durant sa relégation par le pouvoir fasciste italien sur l'île de Lipari. Cet intellectuel et homme politique italien, influencé par les idées du républicain et révolutionnaire Giuseppe Mazzini (1805-1872), rejette les idées en vogue de Marx et de Lénine, notamment la dictature du prolétariat. Au contraire, il défend une politique d'orientation résolument réformiste et libérale, seule capable à ses yeux de produire les transformations sociales nécessaires à assurer une vie commune des citoyens basée sur la justice et le pacifisme. Combattant en Espagne républicaine, il sera aussi influencé par les idées libertaires de son compatriote anarchiste Camillo Berneri, assassiné à Barcelone par la police secrète de Staline. Figure attachante, Carlo Rosselli connaîtra une fin tragique avec son frère Nello. Ils seront, eux aussi, assassinés en France par des cagoullards, probablement sur ordre de Mussolini. Dans une imposante postface informée et polémique, Serge Audier met en perspective le social-libéralisme né de la troisième voie de Tony Blair. **R. JU.**



« *Socialisme libéral* », par Carlo Rosselli. Éditions Le Bord de l'eau. (526 pages, 22 euros).

CATHERINE AUDARD, PHILOSOPHE, ENSEIGNANTE À LA LONDON SCHOOL OF ECONOMICS

« Le libéralisme a sous-estimé la peur de la liberté »

Dans une somme de plus de 800 pages, fruit d'un travail de recherche de quelque vingt-cinq années, la philosophe Catherine Audard fait l'analyse historique, sociologique et conceptuelle du libéralisme. Elle explique les raisons qui font que cette théorie et pratique politique provoque autant des réactions de rejet que d'adhésions passionnées.



Le libéralisme est un repoussoir « progressiste » pour les uns, un « laissez-faire » égoïste et responsable de la crise actuelle pour les autres. Comment expliquer ce paradoxe ?

Les raisons de ce paradoxe remontent à la fin XIX^e siècle. S'interrogeant sur les dangers d'un socialisme non démocratique, sur le marxisme, le philosophe et économiste anglais John Stuart Mill remet en cause le « libéralisme classique », celui du libre-échange, du laissez-faire, et oblige les libéraux à repenser leur concept global. En particulier celui de liberté négative, uniquement soucieuse de protection des droits. C'est ainsi que naît, dans une période de crise morale et politique, le « nouveau libéralisme » social du XX^e siècle, favorable à l'intervention de l'État. Cette tradition a culminé avec Lyndon Johnson

Vous regrettez que la vision éthique du libéralisme soit reconnue par tous, mais que la politique libérale ait perdu de sa force ?

La résistance à l'autorité — celle de l'Église, de l'État comme celle des idéologies — est une constante de l'histoire du libéralisme. Cette résistance justifie le droit de propriété, qui garantit la sécurité de l'individu face aux pouvoirs extérieurs qui le menacent. Dans ce contexte, la propriété privée est justifiée de manière non seulement économique, mais aussi religieuse et philosophique, comme dans le protestantisme, au nom de la protection du culte privé et de la liberté de conscience. Éthique et économie sont donc étroitement liées, comme l'avait bien vu Max Weber.

Les économistes reconnaissent ne pas avoir compris tous les ressorts de la crise...

Les schémas théoriques ne fonctionnent plus. On a vu les économistes essayer d'analyser la crise en termes soit ultralibéraux, soit

keynésiens. On parlait de science économique. Les économistes anglophones commencent à reconnaître que l'économie n'est pas une science, mais un art. Hayek et Keynes le disaient déjà. Une des leçons de mon étude, c'est le lien qui existe entre scientisme et despotisme ou totalitarisme politique. Quand on commence à faire de l'économie une science, de l'étude de la société une science... le résultat se paye en termes de privation de libertés.

Pourquoi, en France, le libéralisme est-il un repoussoir ?

C'est un pays catholique, même s'il a été déchristianisé. Cela explique une méfiance à l'égard du profit, de l'argent, du crédit... il existe une tradition très ancienne de condamnation du profit par l'Église. Cela explique aussi une tradition anti-individualiste ou un individualisme mal compris. Alors qu'en Angleterre, où je vis depuis plus de vingt-cinq ans, la société civile se caractérise par une grande richesse des relations : les associations, l'initiative civique, la solidarité, y sont très développées. En France, l'individualisme est vraiment brutal.

Vous dites : « Le libéralisme a sous-estimé la peur de la liberté »...

Cette idée est au cœur de mon ouvrage. C'est pourquoi je suis assez pessimiste. La peur de la liberté peut l'emporter... Un ensemble d'idées liées à une élite a modelé le monde occidental au XVIII^e siècle. Il ne faut pas oublier qu'à l'origine des idées libérales se trouve l'aristocratie anglaise qui défendait ses privilèges, ses libertés, contre la monarchie. Les droits et les libertés étaient des privilèges d'une classe sociale. On a ensuite tenté de les étendre à l'humanité. Est-ce possible ? **PROPOS RECUEILLIS PAR FRANÇOISE CROUÏGNEAU ET ROBERT JULES**

LECTURES

L'ACTUALITÉ DES IDÉES ET DES CONCEPTS

et la « Great Society » des années 1960 et la mise en place par le gouvernement de l'assurance-maladie (Medicare) dont on parle tant en ce moment. En Europe, l'évolution a été différente : le néolibéralisme des années 1970 est une réaction à cette évolution du libéralisme vers le socialisme.

Quelle est la part de ce socle libéral dans une France « républicaine » ?

Paradoxalement, les républicains français sont des « libéraux » quand il s'agit d'éthique. On peut défendre l'idéal républicain de cohésion sociale, d'égalité, tout en le nourrissant d'un arrière-plan d'idées libérales au sens des droits de l'homme, par exemple. La contradiction, profonde, se situe ailleurs. Fondamentalement, les libéraux se méfient de tout pouvoir, de toute autorité. Mais ils font confiance à l'individu pour savoir ce qui est bon pour lui. C'est quand les êtres humains sont soumis au pouvoir autoritaire de l'État qu'ils perdent de vue la rationalité, la défense de leurs intérêts et qu'ils deviennent violents les uns à l'égard des autres. C'est là le point de rupture avec les républicains, pour qui l'individu ne devient ce qu'il est, à savoir un être moral, un citoyen, que par l'action de l'État.

RETROUVEZ L'INTÉGRALITÉ DE CET ENTRETIEN SUR

LA TRIBUNE.fr

LE LIBÉRALISME DANS TOUS SES ÉTATS...

Pour tous ceux qui ne savent plus à quel libéralisme se vouer — ou s'en prendre —, cette synthèse vient à point nommé. Dans cet ouvrage dont la longueur ne doit pas rebuter le lecteur tant le style est limpide, Catherine Audard nous fait (re) découvrir les racines de la théorie libérale anglo-saxonne, née de la révolte des aristocrates anglais contre le despotisme de la royauté. Une vision éthique, attachée à la liberté de conscience individuelle, bien éloignée de l'individualisme égoïste auquel on l'assimile souvent. De John Locke, philosophe anglais qui, au XVII^e, a posé des limites morales au droit de la propriété et plaidé la tolérance comme concept politique, jusqu'au « new deal » de Franklin Roosevelt, sans oublier les dérives dogmatiques d'économistes comme Milton Friedman, Catherine Audard retrace l'histoire fascinante d'un mouvement d'idées qui n'a cessé d'évoluer et qui fut souvent dévoyé par des politiques peu « libérales »... Agrégée de philosophie, enseignante à la London School of Economics, l'auteur retrace l'histoire d'une doctrine à beaucoup d'égards menacée. Non comme outil économique, mais comme force intellectuelle et morale. À moins qu'elle fasse preuve, une nouvelle fois, de son « extraordinaire capacité de renouvellement ». **F. C.** « *Qu'est-ce que le libéralisme* », de Catherine Audard. Gallimard, coll. « Folio Essais » (823 pages, 9,60 euros).

Catherine Audard
Qu'est-ce que le libéralisme ?
Éthique, politique, sociale

